

Des enfants tirant sur des enfants



Source : Photo ONU : Isaac Billy



Des enfants tirant sur des enfants

Ce document d'information vise à expliquer comment la prolifération des armes légères et de petit calibre (ALPC) conduit à une violence extrême par des enfants utilisant des armes à feu contre d'autres enfants, un acte d'accusation choquant sur l'échec des gouvernements à assurer un contrôle strict de ces armes. Ce document d'information s'appuiera sur des exemples tirés de différents pays où de tels incidents se sont produits. Il se concentrera sur les cas liés aux fusillades dans les écoles, aux enfants soldats, à la violence des cartels et aux gangs. Lors de l'analyse de ces cas, il est important de garder à l'esprit les dualités complexes où les enfants sont à la fois auteurs et victimes. Enfin, ce document d'information formulera des recommandations sur les mesures possibles pour prévenir et réduire la violence causée par les ALPC par les enfants.

A. L'introduction

L'utilisation des ALPC constitue une cause principale de décès et d'autres préjudices, tant dans les situations de conflit que dans les situations non conflictuelles. La prolifération des ALPC compromet la sécurité humaine, le développement socio-économique et contribue à la commission de graves violations des droits humains contre les plus vulnérables, en particulier les femmes et les enfants.¹ Selon le « Small Arms Survey », en 2017, on estime à un milliard le nombre d'armes à feu en circulation dans le monde, dont 84,6 % sont aux mains de civils.² Leur petite taille, leur manipulation aisée, leur conception simple et leur disponibilité trop fréquente facilitent l'utilisation abusive de ces armes par les enfants, les exposant ainsi que leur entourage à de graves risques de mort et d'autres dommages. Reconnaissant que les enfants soient encore à un certain stade de développement et, par conséquent, sont plus vulnérables que les adultes, les États devraient accorder une attention particulière et adopter des mesures pour veiller à ce que les garçons et les filles n'aient pas accès aux armes et grandissent à l'abri d'une culture de la violence.

Les multiples facteurs expliquant la violence armée par des enfants à l'encontre d'autres enfants

Il existe une multitude de facteurs qui poussent les enfants à recourir à la violence et à la violence armée contre leurs pairs. Les facteurs couramment identifiés en relation avec les cas présentés dans ce document d'information sont la pauvreté, le manque d'opportunités, l'abandon de l'État, une culture de la violence et un accès facile aux armes à feu et aux munitions résultant de leur prolifération. Des niveaux plus élevés d'impulsivité, de malléabilité et d'inexpérience parmi les enfants les placent également dans des positions vulnérables lorsqu'ils sont confrontés aux cultures violentes des gangs criminels armés, des cartels du crime organisé et des groupes politiques armés, en particulier ceux qui ciblent délibérément les enfants avec leurs actes de violence. Dans certains cas, il a été constaté que des enfants avaient été préparés et forcés à commettre des actes de brutalité contre d'autres enfants lorsque le groupe menaçait de tuer, de torturer ou de blesser l'enfant ou sa famille et ses amis. Le cas présumé de S.,³ une jeune fille de 16 ans enlevée par l'armée de résistance du seigneur (LRA), est un exemple d'un tel acte :

¹United Nations Security Council (30 December 2019). [“Small arms and light weapons Report of the Secretary-General,” S/2019/1011.](#)

² Karp, Aaron (2018). [“Estimating Global Civilian Held Firearms Numbers”](#). Small Arms Survey, p. 4. For a discussion of such statistics on SALW proliferation, see the IANSA briefing paper [“Small Arms and Light Weapons Proliferation and Violence: Estimating its Scale and Forms”](#) (June 2022).

³ Name provided to victim in report by Human Rights Watch (2003). Stolen Children: Abduction and Recruitment in Northern Uganda.” Vol.15, No. 7 (A).

« Un garçon a tenté de s'échapper, mais il a été rattrapé. [...] et puis ils nous ont fait, nous autres nouveaux captifs, le tuer avec un bâton. Je suis tombé malade. Je connaissais ce garçon d'avant. Nous étions du même village. J'ai refusé de le tuer et ils m'ont dit qu'ils me tireraient dessus. Ils ont pointé une arme sur moi, alors j'ai dû le faire. [...] Après que nous l'ayons tué, ils nous ont fait enduire de son sang nos bras. Je me sentais étourdi. [...] Ils ont dit que nous devions faire cela pour ne pas craindre la mort et pour ne pas essayer de nous échapper. »

Des normes juridiques internationales pertinentes pour empêcher les enfants de tirer sur des enfants

Le droit international des droits de l'homme exige des États qu'ils protègent les droits des enfants. La Convention relative aux droits de l'enfant, que pratiquement tous les États ont ratifiée, définit un « enfant » comme « tout être humain âgé de moins de dix-huit ans ».⁴

Plusieurs instruments internationaux engagent les États à veiller à ce que les ALPC ne tombent pas entre les mains des enfants et qu'ils ne soient pas exposés à la violence des ALPC. Le Programme d'action des Nations Unies pour prévenir, combattre et éliminer le commerce illicite des armes légères et de petit calibre sous tous ses aspects (UNPoA), adopté par l'Assemblée Générale des Nations Unies en 2001, reconnaît les conséquences dévastatrices de l'exposition des enfants aux conflits armés, ce qui inclut souvent leur recrutement dans des groupes armés.⁵ Le Protocole facultatif à la Convention relative aux droits de l'enfant concernant l'implication d'enfants dans des groupes armés interdit la participation de personnes de moins de 18 ans aux hostilités armées.⁶ Dans le cadre de leur évaluation des risques à l'exportation, les États parties au Traité sur le commerce des armes (TCA), en vertu de l'article 7.4 du TCA, « tiennent compte du risque que les armes conventionnelles [...] soient utilisées pour ou facilitent des actes graves de violence basée sur le genre ou des actes graves de violence contre les femmes et les enfants⁷ ». En outre, les États sont confrontés au défi de savoir comment traiter les enfants délinquants, compte tenu de leur double qualité d'auteurs et de victimes. La plupart des pays ont mis en place des systèmes judiciaires spéciaux pour mineurs où l'âge minimum de la responsabilité pénale varie de six à dix-huit ans.⁸

B. Les types et les cas d'enfants tuant des enfants

Les fusillades dans les écoles

Les fusillades d'enfants et de leurs enseignants dans les écoles sont l'un des types de violence les plus choquants liés aux ALPC, en particulier lorsqu'ils sont perpétrés par des enfants. La société s'attend à juste titre à ce que les écoles soient des lieux de sécurité et d'apprentissage. L'indignation morale et la vaste couverture médiatique des fusillades dans les écoles se sont principalement concentrées sur leur nombre croissant aux États-Unis depuis le massacre de « Columbine High School » en 1999. Cependant, les fusillades dans les écoles continuent d'être une réalité tragique dans de nombreux autres pays, par exemple au Mexique, au Brésil, en Allemagne et en Russie. Le « Gun Violence Archive » définit une fusillade dans une école comme « *un incident qui se produit sur la propriété du campus* »

⁴Article 1, [Convention on the Rights of the Child](#), 20 November 1989, 1577 U.N.T.S. 3

⁵ See [UN Programme of Action to Prevent, Combat and Eradicate the Illicit Trade in Small Arms and Light Weapons in All Its Aspects](#), A/CONF.192/15, Preamble, para. 6: Gravely concerned about its devastating consequences on children, many of whom are victims of armed conflict or are forced to become child soldiers, [...], taking into account the special session of the United Nations General Assembly on children.

⁶Article 1 of the Optional Protocol establish that States Parties shall take all feasible measures to ensure that members of their armed forces who have not attained the age of 18 years do not take a direct part in hostilities. Article 2 says that States Parties shall ensure that persons who have not attained the age of 18 years are not compulsorily recruited into their armed forces. Optional Protocol to the Convention on the Rights of the Child on the involvement of children in armed conflict, OHCHR.

⁷ [Arms Trade Treaty](#). Opened for signature 3 June 2013. Entered into Force: 24 December 2014.

⁸ Penal Reform International. "The minimum age of criminal responsibility". P.1.

*primaire, secondaire ou universitaire où il y a un décès ou une blessure par balle [...] ».*⁹ Des atrocités similaires sont décrites dans ce document d'information, notamment en ce qui concerne les motivations des enfants auteurs, les sources des armes utilisées, le sexe des auteurs et leur âge.

Un motif commun identifié est la vengeance pour avoir été expulsé ou victime d'intimidation. Au Brésil en 2018, un étudiant de 15 ans a été arrêté après être entré au *Collège d'État João Manoel Mondrone à Medianeira*, dans l'ouest du Paraná, où il a tiré sur des étudiants, blessant deux d'entre eux. Il était assisté d'un camarade de classe de 18 ans. La raison invoquée pour ce crime était l'intimidation.¹⁰ Un autre cas, déclenché par des disputes entre étudiants, s'est produit en France en 2017. Là, un étudiant de 17 ans a apporté un fusil, deux grenades à main et un couteau à l'école, puis a ouvert le feu, blessant quatre personnes, dont son directeur.¹¹

Un mélange de problèmes de santé mentale, comme la dépression, a été suggéré comme un autre facteur de risque. Même si les problèmes de santé mentale peuvent être un facteur contributif, ils « ne causent pas de fusillades dans les écoles ». ¹² Au contraire, ce qui déclenche les fusillades perpétrées par des enfants doit être considéré en combinaison avec d'autres facteurs contributifs, tels que l'intimidation, les disputes violentes entre étudiants et l'accès facile aux armes à feu. En janvier 2017, un garçon de 15 ans est entré dans son école privée nommée « *Colegio Americano del Noreste* » située à Monterrey, au Mexique, et a abattu ses camarades de classe et son professeur, avant de se suicider. Interrogés, ses parents ont affirmé qu'il souffrait de dépression.¹³

Les médias sociaux jouent également un rôle important dans certaines fusillades dans les écoles. Les agresseurs laissent des avertissements avant de tirer ou publient des images violentes dérangeantes reflétant les problèmes sous-jacents auxquels les enfants sont confrontés avant ces événements violents. En 2021, un défi Tiktok connu sous le nom de « National Shoot Up Your School Day » a été découvert aux États-Unis. Même si elle s'est avérée sans fondement, elle a semé la panique et entraîné la fermeture temporaire de plusieurs écoles.¹⁴ D'autres cas impliquent des enfants tirant sur leurs camarades de classe par accident. Un tel incident s'est produit au Mexique en 2004 : un garçon de 13 ans a accidentellement tiré une balle dans la tête d'une camarade de classe, la laissant en état de mort cérébrale.¹⁵

Ce qui est très significatif, c'est qu'un facteur déterminant dans les fusillades dans les écoles est toujours la disponibilité facile des armes à feu et l'accès aux munitions. Dans les cas couverts par ce document d'information, les armes les plus utilisées étaient les pistolets et les revolvers. D'autres armes identifiées sont des fusils de type AR-15, comme dans certains cas aux États-Unis, ainsi que des grenades en France, ou un AK-47 au Kenya où un garçon de 17 ans a tué six enfants et un gardien de nuit.¹⁶ La plupart des armes utilisées dans les fusillades dans les écoles appartenaient légalement et il a été prouvé qu'elles appartenaient à un parent proche tel que le père du tireur. En 2009, en Allemagne, un garçon de 17 ans a tué 15 personnes lors d'une fusillade. Le tireur avait utilisé une arme enregistrée par son père, qui était membre d'un club de tir et avait une collection de 15 armes à feu à la maison.¹⁷ Face à une telle tragédie, certains États ont apporté les modifications législatives

⁹ Gun Violence Archives. "General Methodology"

¹⁰ EFE-EPA (28 September 2008). ["2 Students wounded in shooting at high school in Brazil."](#)

¹¹ BBC (16 March 2017). ["France school shooting: Teenage boy arrested after four hurt."](#)

¹² Chatterjee. R. (29 May 2022). ["School Shooters: Understanding their path to violence is key to prevention,"](#) NPR

¹³ Beauregard. L.P. (19 January 2017). ["Un adolescente dispara a varios compañeros y a una profesora en un colegio de Monterrey,"](#) El País

¹⁴ Natanson. H and Meckler. L (20 December 2021). ["School threats and social media hoaxes are forcing closures, time-consuming investigations."](#)

¹⁵ El Universal (17 May 2004). ["Confirman muerte cerebral a Dalia,"](#)

¹⁶ Sky News (15 October 2017). ["Teen kills six classmates with AK-47 at Kenya school."](#)

¹⁷ Sackmann. H, Leske. N (11 March 2009). ["Teenage gunman kills 15 in German school attack."](#)

nécessaires, établissant des lois plus strictes sur le contrôle des armes à feu et interdisant certains types d'armes à usage civil.

Par exemple, après la fusillade de 1987 près de Londres, le Royaume-Uni a introduit le « Firearms (Amendment) Act » en 1988, qui a élargi la liste des armes interdites, y compris certains fusils semi-automatiques. En 1996, à la suite d'une fusillade de masse perpétrée par un homme avec quatre armes de poing à Dunblane en Écosse, une législation britannique a été adoptée interdisant les armes de poing, à quelques exceptions près.¹⁸ L'Australie et la Nouvelle-Zélande ont réagi de manière similaire à de tels événements. L'Australie et le Royaume-Uni ont également introduit des programmes de rachat temporaires pour la remise des armes à feu, ce qui a contribué à retirer des dizaines de milliers d'armes illégales ou non désirées des mains des civils.¹⁹

Les enfants soldats

Les enfants courent un risque élevé d'être recrutés par des groupes armés et les forces gouvernementales dans la plupart des situations de conflit. Entre janvier 2018 et décembre 2021, plus de 30 000 enfants dans le monde ont été identifiés comme recrutés et utilisés par les forces armées et les groupes armés.²⁰ Un enfant soldat est défini comme un « *enfant associé à une force ou groupe armé* » et « *désigne toute personne âgée de moins de 18 ans qui est ou qui a été recrutée ou utilisée par une force armée ou un groupe armé à quelque titre que ce soit, [...], utilisée comme combattant, cuisinier, porteur, messenger, espions ou à des fins sexuelles* ». ²¹ Les États parties au Protocole facultatif à la Convention relative aux droits de l'enfant concernant l'implication d'enfants dans les conflits armés ont l'obligation de veiller à ce que les enfants de moins de 18 ans ne soient pas enrôlés obligatoirement dans leurs forces armées et n'y participent pas directement dans les hostilités.²²

Les recherches montrent que les garçons courent un risque plus élevé d'être recrutés pour des rôles de combat que les filles. Selon une enquête du Bureau du Représentant spécial du Secrétaire général pour les enfants et les conflits armés (OSRSG CAAC), dans le contexte des Philippines, de la République Démocratique du Congo (RDC), du Liban, de la Syrie, du Tchad, du Burkina Faso, Myanmar, Irak, Soudan et Yémen, 85% des enfants recrutés étaient des garçons.²³ Ces résultats ne signifient pas que les filles courent un risque moindre d'être recrutées ou qu'elles sont exemptées de remplir des rôles de combat. Cependant, les rôles de genre et la discrimination sexuelle restent présents dans ces groupes et les filles sont souvent contraintes d'assumer les rôles « d'épouses, de cuisinières, de femmes de ménage [et] de protection des objets sacrés que les groupes utilisaient pour leur protection ». ²⁴

En 2020, la plupart des enfants ont été recrutés en Afghanistan, en République Démocratique du Congo (RDC), en Somalie, en Syrie et au Yémen.²⁵ Selon les Nations Unies, 788 enfants, dont 687 garçons et 101 filles, ont été recrutés en RDC, la plupart des cas se produisant au Nord-Kivu, au Tanganyika, dans la grande région du Kasai. En Somalie, 1 716 enfants, dont 1 655 garçons et 61 filles, ont été recrutés en 2020, principalement par Al-Shabaab (1 407) ainsi que par la police Somalienne et l'armée nationale Somalienne entre autres groupes. En Syrie, 813 enfants, dont 777 garçons et 36 filles, ont été recrutés. En Colombie, 116 enfants, dont 77 garçons et 9 filles ont été recrutés

¹⁸ Master. J (Updated. 10 June 2022). ["U.S. Gun Policy: Global Comparisons."](#)

¹⁹ Ibid.

²⁰ UNICEF. [Global Annual Results Report 2021](#). P.55.

²¹ The Paris Principles. Principles and Guides on Children Associated with Armed Forces or Armed Groups. (February 2007). P. 7.

²² Articles 1 and 2 of the Optional Protocol to the Convention on the Rights of the Child on the involvement of children in armed conflict

²³ OSRSG CAAC. [The Gender Dimensions of Grave Violations Against Children In Armed Conflict](#).

²⁴ Ibid.

²⁵ General Assembly Security Council (6 May 2021). ["Children and armed conflict Report of the Secretary-General"](#), S/2021/437.

principalement par des groupes dissidents des ex-*Fuerzas Armadas Revolucionarias de Colombia-Ejército del Pueblo* (FARC EP).²⁶

Des enfants aussi jeunes que 3 ans avaient été découverts en train d'exécuter des gens, comme le montre une vidéo enregistrée dans une fête foraine abandonnée de la ville de Deir Azzour en Syrie, diffusée par l'État Islamique (EI), qui montrait un garçon tirant sur quelqu'un dans la tête tout en criant "Allah Akbar". Lui et d'autres enfants dans la vidéo appartenaient aux soi-disant « Louveteaux du califat »²⁷ de l'EI. Trois personnes ont été montrées en train d'être exécutées dans cette vidéo, accusées d'espionnage pour le Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK), qui lutte contre l'EI en Irak et en Syrie.²⁸

Selon divers rapports, notamment ceux de l'UNICEF et du CICR, la manipulation, la pauvreté, le déplacement et la discrimination sont des facteurs de risque de recrutement d'enfants dans les groupes armés.²⁹ 'A.' de la République Démocratique du Congo a déclaré :

*« J'ai 15 ans (2018). Avant le conflit, j'allais à l'école mais maintenant je ne vais plus à l'école. [...] Les soldats harcelaient les gens dans notre quartier, alors les anciens de notre communauté m'ont convaincu, moi et mes amis, de rejoindre la milice pour lutter contre les militaires. »*³⁰

Les enfants sont souvent utilisés comme combattants, boucliers humains, forcés de procéder à des exécutions, kamikazes ou obligés de transporter des explosifs.³¹ Au Nigéria, en 2015, une fillette de 12 ans a fait exploser une bombe dans une gare routière, tuant sept personnes.³² En avril 2018, sept filles âgées de 11 à 17 ans ont été utilisées par Boko Haram comme porteuses d'engins explosifs improvisés contre un avant-poste militaire à Bille Shuwa, dans l'État de Borno au Nigeria. Il y a eu plus de 100 victimes, y compris les filles.³³ Des enfants soldats auraient été impliqués dans la commission de plusieurs massacres. Par exemple, le 4 juin 2021, dans le village de Solhan (province de Yagha) au Burkina Faso, des enfants âgés de 12 à 14 ans ont perpétré un massacre au cours duquel plus de 130 personnes ont été tuées.³⁴

Il y a également plusieurs rapports d'enfants arrêtés par les forces de sécurité, et après que des enfants aient été torturés pour obtenir des aveux et aient même été exécutés. En décembre 2016 et janvier 2017, à Bosaso, en Somalie, sept enfants accusés d'avoir participé au meurtre de trois hauts responsables du Puntland ont été arrêtés, torturés et cinq d'entre eux ont ensuite été exécutés après avoir été jugés par un tribunal militaire.³⁵

²⁶ Ibid.

²⁷ The Cubs of the Caliphate are the children who were exploited by ISIS during the armed conflicts in its quasi-state within Iraq and Syria. Created to serve one purpose, to ensure the continuity of the Caliphate and to convey ISIS ideology and message to future generations all over the world." Sédrak. R. (2021) Nato Foundation. "The Cubs of the Caliphate Challenge vs Threat". p.3

²⁸ Iraqi News. (9 January 2017). ["Islamic State film shows kids executing PKK informants."](#)

²⁹ UNICEF. ["Children recruited by armed forces or armed groups Thousands of boys and girls are used as soldiers, cooks, spies and more in armed conflicts around the world."](#) ICRC. (June 2017). "Children Associated with Armed Forces or Armed Groups" p.3

³⁰ Omwenge.O. (2018). ["A former child soldier finds peace at World Vision's Child Friendly Space in Kasai Central"](#), World Vision International.

³¹ Save the children. [Child Soldiers: The Tragic End of Childhood for Boys and Girls in Conflict.](#)

³² United Nations. General Assembly. (9 December 2015). "Violations and abuses committed by Boko Haram and the impact on human rights in the countries affected* Report of the United Nations High Commissioner for Human Rights". P. 7.

³³ Security Council (6 July 2020). ["Children and armed conflict in Nigeria Report of the Secretary-General"](#), S/2020/652.

³⁴ Reuters (June 25, 2021). ["Child soldiers carried out Burkina Faso massacre, says government."](#)

³⁵ Security Council. (November 9, 2018). *"Letter dated 7 November 2018 from the Chair of the Security Council Committee pursuant to resolutions 751 (1992) and 1907 (2009) concerning Somalia and Eritrea addressed to the President of the Security Council"* p. 39

La violence des cartels

Compte tenu de leur haut niveau de sophistication, les « cartels » peuvent être compris comme des organisations criminelles organisées. La Convention des Nations Unies contre la criminalité transnationale organisée (UNTOC) définit un « groupe criminel organisé » comme « un groupe structuré de trois personnes ou plus, existant depuis un certain temps et agissant de concert avec le but de commettre un ou plusieurs crimes ou délits graves établis conformément à la présente Convention, en vue d'obtenir, directement ou indirectement, un avantage financier ou autre avantage matériel ».³⁶ La plupart des États sont parties à l'UNTOC et l'un de ses instruments complémentaires est le Protocole des Nations Unies sur les armes à feu qui oblige les États à faire de la fabrication et du trafic illicites d'armes à feu, de leurs munitions et de leurs pièces et composants une infraction pénale grave, en particulier lorsqu'elles sont utilisées pour le crime organisé.

Il n'existe pas de données exactes sur le nombre d'enfants recrutés dans les cartels de la drogue ou d'autres organisations criminelles organisées. En 2018, le ministre alors désigné de la Sécurité publique, Alonso Durazo parlait de 460.000 enfants recrutés au Mexique.³⁷ Les premiers cartels qui ont recruté des enfants ont été les cartels de Zetas, Golfo et Milenio. Les enfants sont généralement recrutés pour servir d'espions ou de « *Halcones* » (faucons) et de tueurs à gages ou « *sicarios* ».³⁸ Selon les rapports du gouvernement mexicain, le cartel Jalisco Nueva Generacion a recruté le plus grand nombre d'enfants mineurs (CJNG).³⁹

Des inégalités importantes, des niveaux élevés de corruption, des institutions politiques faibles, une protection étatique insuffisante et le manque d'opportunités ont grandement contribué à faciliter le recrutement d'enfants, ainsi que l'abandon, la rupture des liens familiaux, l'expérience de la maltraitance au début de la vie.⁴⁰ Un rapport de 2021 publié par «Reinserta» a déclaré que les enfants recrutés comprennent l'affiliation à ces groupes comme une opportunité d'appartenir quelque part, de gagner leur vie et de gagner le respect et le statut.⁴¹ Tel fut le cas allégué de « J. »⁴² recruté à l'âge de 12 ans.

*« Un voisin m'a demandé si je voulais gagner de l'argent. Ayant grandi dans une maison qui pouvait à peine tenir jusqu'à la fin du mois, j'ai dit oui. [...] adolescent, je torturais des membres de groupes rivaux pour obtenir des informations, les tuais, les découpais et les dissolvais dans de l'acide dans la périphérie de Mexico ».*⁴³

Les cartels recrutent des enfants en raison des faibles sanctions pénales auxquelles ils peuvent s'attendre en raison de leur jeune âge. Au Mexique, par exemple, les mineurs ne sont pas pénalement responsables avant l'âge de 14 ans et jusqu'à l'âge de 18 ans, les adolescents sont passibles de peines légères.⁴⁴

³⁶ United Nations Convention Against Transnational Organized Crime and The Protocols Thereto. Adopted on 15 November 2000.

³⁷ Honduras360 (2018). ["460.000 niños han sido reclutados por el narcotráfico en México según equipo del Presidente electo publicado"](#).

³⁸ La Vanguardia (13 September 2019). ["Las niñas del Cártel Jalisco Nueva Generación... ¿por qué 'El Mencho' recluta a menores para su organización criminal?"](#)

³⁹ Infobae (23 January 2020). ["La generación desechable: niños y adolescentes al servicio del crimen organizado."](#)

⁴⁰ Red por los Derechos de la Infancia en México (REDIM). "2da parte estudio "Reclutamiento y Utilización de niñas, niños y adolescentes por grupos delictivos", p. 98.

⁴¹ Reinserta (2021). "Niños y Niñas reclutados por la Delincuencia Organizada." P. 37

⁴² Name changed by NGO 'Reinserta' who interviewed him in order to protect his identity.

⁴³ AP (14 October 2021). ["El escalofriante testimonio de niños sicarios en México : No conozco otra forma de vivir que no sea matar gente."](#)

⁴⁴ Monitor Nacional. (February, 2022). ["¿Por qué el narco recluta a niños en México? ¿Por qué el narco recluta a niños en México? — Monitor nacional"](#)

Compte tenu du grand nombre d'enfants recrutés, les cartels pensent souvent que les enfants sont jetables, au point que les cartels eux-mêmes assassinaient souvent les enfants recrutés, étant donné la possibilité de les remplacer facilement. Ceci est fait pour éviter que les recrues mineures ne deviennent des leaders ou des témoins protégés.⁴⁵ Les enfants recrutés par les cartels risquent également d'être tués par des groupes criminels rivaux. En 2013, « J.A.M.L », 13 ans, a été retrouvé assassiné. Avant sa mort, "J.A.M.L" avait reconnu avoir participé à au moins 10 homicides pour un cartel de la drogue Mexicain. Il se dit « *doué pour tirer avec une arme de gros calibre* ». ⁴⁶ Le Pérou a également connu des cas d'enfants recrutés par des groupes criminels organisés. En mai 2015, « O.R.C. » (29), connu sous le nom de « Kissyfur », membre du gang « Los malditos de Bayóvar », aurait été accusé d'avoir recruté de jeunes enfants d'environ douze ans pour qu'ils se livrent à des actes criminels, notamment en tant que tueurs à gages.⁴⁷ En Colombie, il y a des cas d'enfants jouant des rôles de tueurs à gages. En 2017, un garçon de 17 ans, alias « *El Frijolito* », a été arrêté. Selon les autorités, il avait des antécédents d'extorsions et d'homicides de plus de 30 personnes, à partir de l'âge de 12 ans.⁴⁸

Les filles se livrent également à des actes similaires, tels que l'espionnage et les « meurtres à gages ». Cependant, ils sont également censés jouer les rôles de genre traditionnels. « M.C. », une jeune fille de 16 ans, a raconté comment elle est venue travailler pour « Los Zetas ». Originaire de Ciudad Victoria, Tamaulipas, elle aurait été recrutée par des amis et aurait reçu une formation sur l'utilisation des AK-47, AR-15 et autres fusils d'assaut de gros calibre.⁴⁹ Les témoignages d'enfants recrutés par ces groupes sont déchirants. Il existe des témoignages d'actes de cannibalisme comme initiation au CJNG. Deux garçons, un âgé de 16 et l'autre de 17 ans, ont déclaré avoir torturé une victime et l'avoir entreposée dans un réfrigérateur d'où ils lui ont pris les bras et les jambes.⁵⁰

La violence des gangs

Le ministère de la Justice des États-Unis définit les gangs comme :

*« ...les associations de trois individus ou plus qui adoptent une identité de groupe afin de créer une atmosphère de peur ou d'intimidation. Les gangs sont généralement organisés selon des critères raciaux, ethniques ou politiques et utilisent des noms communs, des slogans, des pseudonymes, des symboles, des tatouages, des styles vestimentaires, des coiffures, [...] L'objectif principal de l'association est de se livrer à des activités criminelles et de recourir à la violence ou l'intimidation dans le but de poursuivre ses objectifs criminels et d'accroître ou de préserver le pouvoir, la réputation ou les ressources économiques de l'association ».*⁵¹

L'une des principales manifestations de l'organisation criminelle dans le triangle nord de l'Amérique Centrale sont les « Maras ». Par rapport aux cartels ou à d'autres formes de crime organisé, ceux-ci sont « moins organisés, hautement décentralisés, ils fonctionnent sur un modèle de franchise spécifiques au quartier (« cliques »), agissant plus ou moins indépendamment selon la géographie ». ⁵² Les gangs les plus connus sont « *Mara Salvatrucha (MS-13)* » et « *Barrio 18* ». Leur origine remonte

⁴⁵ Barrera. K. (30 August, 2019). ["Niños reclutados por cárteles son víctimas de una forma de esclavitud moderna: REDIM", SDP Noticias.](#)

⁴⁶ Romo.R. (4 March 2013). "13-year-old assassin murdered in Mexico", CNN. [13-year-old assassin murdered in Mexico - CNN.](#)

⁴⁷ El Comercio (25 May. 2015). ["Kissyfur": el acusado de reclutar a sicarios adolescentes", El Comercio.](#) <https://elcomercio.pe/lima/kissyfur-acusado-reclutar-sicarios-adolescentes-366367-noticia/?ref=ecr>

⁴⁸ El Espectador (4 February 2017). ["Frijolito", el menor de 17 años señalado de cometer 30 homicidios."](#)

⁴⁹ Puntual Nacional (23 December, 2021). ["Por 4 mil pesos, María Celeste de 16 años se convirtió en sicaria de los Zetas"](#)

⁵⁰ Infobae (16 September 2020). ["CJNG: brutal video confirma actos de canibalismo entre los sicarios del Mencho".](#)

⁵¹ The United States Department of Justice (April 3, 2021). "About Violent Gangs".

⁵² Parlborg. M. ["https://www.migrationpolicy.org/article/complexities-gang-membership-central-america](https://www.migrationpolicy.org/article/complexities-gang-membership-central-america) Gang Membership in Central America: More Complex than Meets the Eye".

à la diaspora salvadorienne à Los Angeles. D'importantes déportations depuis les États-Unis ont contribué à alimenter l'affiliation à Maras.

L'extrême pauvreté, les troubles politiques, la faiblesse des liens familiaux et le manque de soutien de l'État placent les enfants dans une position vulnérable pour être recrutés. Au Kenya, la fermeture d'écoles en raison de la pandémie de COVID a également contribué à faciliter le recrutement d'enfants. En Haïti, la situation s'est aggravée après l'assassinat du Président Jovenel Moïse en juillet 2021.⁵³ En février 2022, en Haïti, un jeune de 17 ans membre des 400 Mawozo a été arrêté à la *Croix-des Bouquets*. L'adolescent a reconnu avoir commencé sa carrière criminelle à 10 ans avec des vols qualifiés. À l'âge de 17 ans, il reçut un pistolet 9 mm de la part de 'Lanmò San jou' le caïd des 400 Mawozo. Il a affirmé avoir tué six personnes, dont des membres de gangs rivaux.⁵⁴

En Afrique du Sud, les enfants sont souvent utilisés pour porter des armes en tant que tireurs eux-mêmes ou pour livrer de la drogue et d'autres marchandises illicites. De plus, ils sont laissés pour être « sacrifiés » par des gangs rivaux.⁵⁵ En 2012, il a été signalé que le MS-13 et le Barrio 18 de la ville hondurienne de San Pedro Sula recrutait des enfants dès l'âge de six ans.⁵⁶ Les enfants recrutés sont souvent utilisés comme messagers, pour surveiller les victimes kidnappées, comme en Haïti, ou pour transporter de la drogue comme c'est le cas des *Maras* dans le triangle nord. Ils sont également accusés de transport d'armes à feu et d'extorsion de fonds. Les *Maras* du Guatemala et d'El Salvador utilisent également de jeunes garçons et filles pour extorquer des camarades de classe et des enseignants, s'infiltrant dans les écoles où ils trafiquent de la drogue à petite échelle.⁵⁷ En 2014, une jeune fille de 16 ans, connue sous le nom de « *La Picachu* », a été arrêtée par les autorités guatémaltèques. Elle était membre de la « *Mara 18* » et soupçonnée d'extorsion de marchands et de meurtre. Lors de son arrestation, on a découvert qu'elle avait un pistolet 9 mm et 16 balles.⁵⁸

L'article 3(c) de la « *C182 - Convention sur les pires formes de travail des enfants* », définit comme « l'une des pires formes de travail des enfants, l'utilisation, le recrutement ou l'offre d'un enfant pour des activités illicites, en particulier pour la production et le trafic de la drogue [...] ». ⁵⁹ Comme l'indique un rapport élaboré par 'Reinserta', « les groupes criminels recrutent des enfants et des adolescents pour leur disponibilité et leur malléabilité, car ils se conforment correctement aux ordres, n'exigent pas autant qu'un adulte et transportent et utilisent facilement les armes et les munitions fournies pour eux ». ⁶⁰ En vertu de la loi guatémaltèque, les enfants de moins de 18 ans ne sont condamnés à une peine maximale de six ans que pour une condamnation pour homicide. ⁶¹ Au Salvador, l'emprisonnement des mineurs âgés de 15 à 18 ans ne peut excéder 15 ans et ceux de moins de 12 ans ne sont pas pénalement responsables. ⁶² De même, en Haïti, les enfants de moins de 13 ans sont exonérés de toute responsabilité pénale. ⁶³

⁵³ Aljazeera (May 4, 2022). ["UN raises concern over Haitian gangs' recruitment of children"](#)

⁵⁴ Leo, I. (March 25, 2022). "Âgé de 17 ans, ce membre de gang 400 Mawozo a déjà tué 6 personnes!", Fernando Live News

⁵⁵ Global Initiative Against Transnational Organized Crime (2020). ["Gangs in Kenya and South Africa target children for recruitment during lockdown"](#), Daily Maverick.

⁵⁶ Rossi, Victoria. ["Honduran Maras Recruit Children in Kindergarten."](#)

⁵⁷ Ranieri, M. *"En el Fuego Cruzado: El impacto de la violencia de maras y pandilla en el Triángulo Norte de Centroamerica"*. Save the Children. P.21

⁵⁸ Prensalière (2014). ["Child hitmen gain ground on streets of Guatemala City"](#).

⁵⁹ Convention C182 - Worst Forms of Child Labour Convention, 1999 (No. 182) (ilo.org)

⁶⁰ Reinserta. (2021). "Ninas, Ninos y Adolescentes Reclutados por la Delincuencia Organizada". p.89

⁶¹ Prensalière (23 August 2004). ["Niños sicarios ganan terreno en calles de la ciudad de Guatemala"](#)

⁶² ILO (2018). Nuevas formas de trabajo infantil. Utilización y reclutamiento de niños, niñas y adolescentes para la realización de actividades ilícitas en las pandillas de El Salvador, P. 39.

⁶³ Law & Armed Conflict Working Group (December 2008). ["Children Legal rights in Haiti"](#). Faculty of Law, University of Toronto.

C. Les remèdes et recommandations

1. Réinsérer socialement les enfants victimes de négligence, d'exploitation ou de violence

Les autorités publiques ne doivent pas seulement appliquer des sanctions appropriées et humaines par le biais des systèmes judiciaires pour mineurs, mais doivent surtout se concentrer sur la réintégration sociale des auteurs mineurs dans la société. Comme l'affirme le Comité des droits de l'enfant, les enfants ont une moindre culpabilité par rapport aux adultes compte tenu de leur différence en termes de développement physique et psychologique, et de leurs besoins affectifs et éducatifs.⁶⁴ L'article 39 de la Convention relative aux droits de l'enfant impose aux États une obligation générale de promouvoir et de soutenir la réintégration sociale des enfants en situation de vulnérabilité. La Convention souligne que la réinsertion sociale des enfants est un processus complexe qui nécessite des efforts considérables. Une assistance devrait être apportée à tous les enfants qui ont été victimes d'exploitation ou de violence, y compris dans le contexte d'un conflit armé. Les programmes de réinsertion sociale devraient inclure une variété de mesures clés :

- (a) Le rétablissement et le soutien sanitaire et psychosocial, en particulier la prévention de l'impact à long terme des problèmes physiques, psychologiques et sociaux sur le développement de l'enfant.
- (b) Les opportunités éducatives et professionnelles : les programmes doivent tenir compte de l'environnement social et économique dans lequel la réintégration doit avoir lieu. Ils devraient être propice à la santé et développement personnel respectueux.
- (c) Le retour à la vie familiale et communautaire : les programmes doivent répondre non seulement aux besoins des enfants, mais aussi à ceux de la famille et de la communauté.⁶⁵

2. Faire du recrutement d'enfants soldats un crime de guerre

Le recrutement et l'utilisation d'enfants de moins de 15 ans comme soldats sont interdits par le droit international humanitaire – traité et coutume – et sont définis comme un crime de guerre par la Cour pénale internationale.⁶⁶ Le Protocole facultatif à la Convention relative aux droits de l'enfant, concernant l'implication d'enfants dans les conflits armés visant à protéger les enfants contre le recrutement et l'utilisation dans les hostilités, qui est entré en vigueur en 2002 et a maintenant été ratifié par la plupart des États, est un engagement qui :

- Les États ne recruteront pas d'enfants de moins de 18 ans pour les envoyer sur le champ de bataille ;
- Les États n' enrôleront pas les soldats de moins de 18 ans ;
- Les États devraient prendre toutes les mesures possibles pour empêcher un tel recrutement, y compris une législation interdisant et criminalisant le recrutement d'enfants de moins de 18 ans et les impliquant dans les hostilités ;
- Les États démobiliseront toute personne de moins de 18 ans conscrute ou utilisée dans les hostilités et fourniront des services de réadaptation physique et psychologique et aideront à leur réintégration sociale ;
- Les groupes armés distincts des forces armées d'un pays ne doivent en aucun cas recruter ou utiliser dans les hostilités une personne de moins de 18 ans.

⁶⁴ Penal Reform International. "The minimum age of criminal responsibility". Justice for Children Briefing No. 4. P.2

⁶⁵ UNODC (2017). Handbook on Children Recruited and Exploited by Terrorist and Violent Extremist Groups: The Role of the Justice System p. 106.

⁶⁶ [Office of the Special Representative of the Secretary General for Children and Armed Conflict](#)

Les enfants soldats doivent être particulièrement protégés. Il y a une obligation de réhabilitation et de réinsertion des enfants dans la société, ce qui devrait être une priorité pour les États.⁶⁷ Lors de la définition de ces programmes, une perspective de genre doit être prise en compte.

3. Empêcher les fusillades dans les écoles

Les chercheurs en sécurité scolaire ont proposé diverses mesures qui pourraient empêcher les fusillades dans les écoles. Ceux-ci inclus :

- Soutenir le resserrement des limites d'âge pour la possession d'armes à feu, de 18 à 21 ans ;
- Soutenir les vérifications universelles des antécédents et l'interdiction des armes d'assaut ;
- Améliorer le stockage des armes à feu à la maison pour rendre plus difficile l'accès aux armes à feu à la maison ;
- L'utilisation d'un modèle d'évaluation des menaces, où le personnel formé ainsi qu'un représentant des forces de l'ordre travaillent à l'unisson pour identifier et aider les élèves en crise avant qu'ils ne blessent les autres ;
- Améliorer la santé sociale et émotionnelle. Des ressources devraient être consacrées à mettre un terme à l'intimidation, à la discrimination et au harcèlement.
- Un changement de la culture de la violence dans laquelle les enfants sont élevés est essentiel. Les enfants doivent apprendre à changer les comportements liés à une « masculinité toxique ». Il est pertinent de promouvoir des modèles positifs et de renforcer les liens et le dialogue communautaires.

4. Empêcher la prolifération des armes légères et de petit calibre :

La prolifération des armes légères et de petit calibre et de leurs munitions est un facteur déterminant permettant aux enfants d'avoir facilement accès aux armes et de les utiliser. Les États doivent renforcer leurs lois sur le contrôle des armes à feu et prendre les mesures nécessaires pour empêcher le détournement d'ALPC vers le marché illicite, qui alimente le crime organisé.

À cet égard,

- Les États devraient faire une priorité absolue dans leur législation et leurs procédures administratives d'éviter de transférer des ALPC vers des pays dans lesquels il existe un risque évident que ces armes et munitions soient utilisées pour commettre des crimes contre les enfants.
- Les États doivent s'engager à inclure cette règle sur les transferts dans les documents finaux officiels du Programme d'action pour prévenir, combattre et éliminer le commerce illicite des armes légères et de petit calibre sous tous ses aspects, et dans d'autres instruments régionaux et sous-régionaux.

Cet article a été rédigé par Yasmin Espinoza Goecke, les recherches ayant été fournies par Peter Danssaert et le travail éditorial par le Dr Brian Wood et le Dr Markus Falhlbusch. Il a été conçu par Emily Callsen.

Sponsored by:

United Nations Trust Facility Supporting Cooperation on Arms Regulation



Belgium
partner in development

⁶⁷ Grossmann. N. (Winter 2007). *Rehabilitation or Revenge: Prosecuting Child Soldiers for Human Rights Violations*. University of Baltimore School of Law.